

INFORMATIONS ET LIAISONS

O U V R I E R E S

Regroupement inter-entreprise - groupe Information & Liaisons ouvrières

Bulletin N° 20

AVRIL 1960

S O M M A I R E

- | | |
|---|---|
| 1- Les travailleurs au jour le jour | 5- Lutttes ouvrières |
| 2- Regroupement inter-entreprise | 6- Assurances: le développement de l'au-
tomation |
| 3- Les évènements d'Afrique du Sud | 7- Un patron défenseur du syndicat |
| 4- Questions économiques et politi-
ques | 8- Un livre sur le capitalisme et le so-
cialisme. |

I- LES TRAVAILLEURS AU JOUR LE JOUR

Fallait-il suivre la grève "pour de Gaulle"? La grève du 1° Février a soulevé des discussions qui ne sont pas nouvelles.

Si des camarades de Tribune ouvrière ont pu entraîner presque tout un atelier à ne pas débrayer (voir N° 63-Fév,60) d'autres camarades se sont trouvés isolés dans leur refus de participer et n'ont pas été suivis ou, compris, d'autres ont pu en s'associant au mouvement, prendre la parole au cours de meetings et expliquer le sens de leur action, d'autres enfin ont fait "quand même la grève" pour eux, mêmes et pas pour les syndicats ou pour de Gaulle, avec le sentiment qu'ils se retrouvaient en cela avec de nombreux autres travailleurs.

Refuser ce mouvement, avait, dans l'esprit de ceux qui n'ont pas débrayé, un sens exemplaire: en montrer l'inutilité, l'ambiguïté. Mais il n'est pas sûr que leur attitude ait convaincu ou persuadé les autres travailleurs pour qui ce mouvement, si imparfait soit-il "marquait le coup". S'associer à la grève pouvait paraître soutenir De Gaulle, la refuser pouvait paraître critiquer De Gaulle, à la manière de l'extrême droite ou de l'armée.

Il est difficile parfois de savoir "quoi faire"? La diversité des réponses plus que la diversité des situations dans les entreprises, exprime deux attitudes vis à vis des travailleurs: certains pensent qu'on doit leur "montrer le chemin", prêcher l'exemple, même si l'on doit aller contre la majorité des travailleurs, d'autres pensent qu'on doit suivre la majorité des travailleurs, tout en expliquant que l'on agit en tant que travailleurs, pour des buts qui sont ceux des travailleurs, et non pour le syndicat, le soutien au gouvernement, etc....

Le véritable problème n'est pas de choisir entre ce que demandent les syndicats et ce que nous pouvons penser mais de s'associer aux formes d'action, même si elles sont ambiguës, qu'emprunte la classe ouvrière en essayant d'expliquer aux travailleurs ce qu'ils sentent confusément, mais ne dégagent pas eux-mêmes.

Quand les travailleurs suivent une grève, c'est pour eux d'abord, dans un but qui leur est propre; que cette grève soit exploitée, c'est inévitable, ce qui compte c'est le sens qu'elle prend réellement, pour ceux qui la font dans leur immense majorité.

Ce qui compte le plus, c'est leur dire dans ce moment précis ce qui est positif et non ce qui est négatif. L'exemple des camarades de chez Jeumont prenant la parole au cours du meeting syndical pour dire simplement que ce qui comptait avant tout c'était la fin de la guerre d'Algérie, nous paraît le plus significatif, même si la portée immédiate n'en est pas "marquante."

Les "petites luttes" et la tactique de la CGT: les luttes actuelles posent des problèmes du même ordre. Pour la CGT, le mot d'ordre "tous ensemble est un mot d'ordre de recul", et les délégués syndicaux répercutent cette tactique en soutenant les "petits mouvements" ou en essayant d'en susciter: mais leur soutien aux mouvements limités qui partent tout seuls, est le plus souvent un torpillage, pour empêcher leur développement autonome tant sur le plan de l'action que sur le plan d'une extension (ce qui se passe chez Lavalette est un excellent exemple), leur tentative de susciter des mouvements tombe à plat, comme cela s'est passé au département 62 chez Renault (voir TO N° 64- Mars 1960).

C'est dire que dans les mouvements actuels, il y a une lutte serrée entre des mouvements spontanés, parcellaires de résistance à l'exploitation, s'exprimant souvent au départ en dehors des syndicats, et la tactique des organisations qui à la fois ont le souci de préparer les élections des délégués, de ne pas perdre leur contact et leur visage d'organisations ouvrières et, pour suivre les directives de la CGT et du parti, d'éviter toute action collective (puisque la tactique actuelle est de canaliser toutes les oppositions vers le terrain politique pour donner à l'action du parti tout le poids perdu au cours des années).

C'est dire que tout mouvement peut paraître ambigu et il est difficile sinon impossible d'empêcher les organisations de l'utiliser. Ce qui importe encore ici c'est de suivre ce que veulent les travailleurs dont l'attitude tient souvent compte de cette exploitation de leurs luttes (ex. Renault ou Lavalette) et de dégager pour eux clairement le sens de leur attitude.

Au Salon des Arts ménagers: "... Côté acheteur signalons l'absence de la clientèle ouvrière, qui peut s'expliquer par l'amenuisement du pouvoir d'achat."
(Entreprise- "La Revue de l'Homme d'affaires"
26/3/60)

De futurs maîtres: Au congrès des ingénieurs et cadres FO, ceux-ci partisans d'une économie planifiée affirment qu'il ne s'agit pas seulement aujourd'hui pour les syndicats de siéger dans les organismes économiques, mais bien de se préparer à diriger l'ensemble de l'économie". (résolution adoptée par le Congrès).

REGROUPEMENT INTER-ENTREPRISE

La réunion du 19 Mars a réuni dix camarades. Le tour d'horizon sur la situation particulière de chacun dans son entreprise a permis d'évoquer les problèmes et les préoccupations dont nous faisons état dans l'article " Les travailleurs au jour le Jour".

Il a été convenu après discussion, que le Bulletin "ILO" serait à la fois l'émanation du regroupement inter-entreprise et du groupe Information et Liaisons ouvrières; la majorité des camarades ont été d'accord pour lui conserver son titre actuel. Un bref résumé des positions des camarades vis à vis des problèmes du mouvement ouvrier sera discuté lors de la prochaine réunion et sera inséré dans chaque numéro.

Dans la mesure du possible l'activité du groupe inter-entreprise, en liaison avec le groupe ILO essaiera :

- de maintenir et d'élargir les contacts entre les camarades d'entreprise et d'aider chacun par des discussions, des conseils, ou par une aide matérielle à répondre à tous les problèmes qu'il peut se poser dans son entreprise.
- d'assurer la publication régulière du bulletin ILO qui contiendra à la fois des informations ouvrières, des discussions sur les problèmes économiques, des critiques de livres, la correspondance etc,.....

La Visite de " K" et les mystifications sur l'URSS: Jamais autant de propagande habile ou outrancière n'a été déversée dans les usines, ces derniers jours, par le PC et la CGT.

Plusieurs thèmes orientent ces propagandes, thèmes qui répondent aux aspirations des travailleurs ou aux critiques de la société capitaliste qu'ils font de par leur expérience concrète: la paix, la situation des travailleurs en URSS, l'efficacité du régime russe. Il est parfois difficile de discuter dans ce domaine où les choses relèvent d'une sorte de croyance ou d'espoir plutôt que d'une connaissance réelle, d'un raisonnement ou d'une expérience. D'autant plus que chez des militants qui réfléchissent même les critiques sont admises et mises en balance avec un certain caractère progressiste du régime russe ou chinois; certains vont même jusqu'à soutenir que le fait de créer un prolétariat par l'industrialisation confère à un régime un caractère progressiste. Il n'est pas possible de reprendre ici tous ces problèmes, mais le fait qu'ils soient évoqués montre que des questions que l'on avait tendance à considérer comme plus théoriques, ou sans intérêt, préoccupent les travailleurs.

Toutes ces questions actuelles concernant l'URSS et son régime, nous pensons prochainement ouvrir une série d'articles à ce sujet.

Pour bien accueillir Krouchtchev: des banderolles d'amitiés, des oeillets rouges sur les tables, des serveuses à pochettes rouges, un menu hors ligne avec du Goulach entre l'omelette Lorraine, le steak tartare et le cornot de jambon Volga, et pour finir la surprise Nina Petrovna. C'est à la cantine Lavalette, le 23 Mars; les délégués CGT qui gèrent la cantine ont bien mérité. Mais c'est quand même payant.

LES EVENEMENTS d'AFRIQUE DU SUD.

L'Afrique du Sud est loin. C'est un pays qu'on connaît mal en France. Il faut une fusillade policière faisant 300 victimes pour que les journaux en parlent. Il est vrai qu'en France depuis les guerres d'Indochine et d'Algérie, on est blindé... Et pourtant, bien que cela soit loin de nous, et de nos préoccupations quotidiennes, ce qui se passe là-bas ne peut nous laisser indifférent. Du simple point de vue humain bien sûr, mais aussi parce qu'il s'agit d'un peuple tout entier qui se lève, refuse la condition dégradante qu'une minorité lui imposait, et qui, malgré les dangers, se lance dans une lutte ouverte qui s'annonce terrible.

Depuis longtemps la situation était explosive. L'exploitation des masses noires (Bantous) atteignait un degré que l'on peut difficilement imaginer en France. Il faut avoir vu ce pays (ou à défaut un film aussi fidèle que "Come Back Africa") pour s'en rendre compte. C'était pire encore que l'exploitation du prolétariat européen du siècle dernier. Il y avait notamment le sinistre "passeport" que tout travailleur noir devait porter sur lui, qui était visé chaque mois par l'employeur, sur lequel était porté par les autorités, les autorisations de déplacement de ville en ville. La moindre infraction aux "pass-laws"-aux lois sur les passeports- était sanctionnée par des amendes très fortes, dont le montant atteignait facilement l'équivalent d'un mois de salaire. Faute de pouvoir payer c'était la prison. Le plus souvent dans des prisons "privées" installées par les agriculteurs afrikanders sur leurs terres, le prisonnier étant obligé de travailler pour un salaire de misère jusqu'à ce qu'il ait racheté son amende. Ainsi les exploitants agricoles blancs- qui représentent la fraction dominante, politiquement sinon économiquement- obtenaient une main d'oeuvre qui les abandonnait de plus en plus pour aller vers une industrie en progrès rapide.

Ainsi, parmi les brimades innombrables infligées aux travailleurs, cel le-ci était sans doute la plus généralisée et la plus exécrée. Quand, il y a quelques années, le gouvernement devenant de plus en plus ségrégationiste et réactionnaire voulut imposer ce système aux femmes noires, il se heurta à une résistance très forte, allant de la résistance passive à l'émeute. C'est également autour de ce système que le Pan-Africanist Congress (P.A.C.) formé par les militants les plus résolus du vieux et sclérosé African National Congress, centra son action. Action qui devait prendre la forme d'un refus massif et non violent. La tactique préconisée par le P.A.C. était la suivante: les Noirs se feraient arrêter volontairement, en masse, par la police, pour infraction aux lois sur les "passes", jusqu'à ce que les prisons soient pleines, que la justice soit débordée submergée, paralysée, et la vie économique désorganisée.

On sait comment les choses ont tourné. Une manifestation de ce genre eut lieu le 21 Mars dans la localité africaine de Sharpeville, à 48 Km au sud de Johannesburg. Elle groupa 50.000 noirs et prit un caractère violent, très rapidement. Les manifestants saccagèrent les édifices représentatifs de la présence européenne et assiégèrent un poste de police. Les policiers tirèrent. Bilan officiel, certainement très minoré: 56 morts, 168 blessés.

L'effroyable nouvelle se répandit aussitôt dans le pays. Les travailleurs noirs et métis, dans leur immense majorité se mirent en grève, bien que cela leur soit rigoureusement interdit, paralysant la vie économique du pays. Souvent la colère des Bantous prit des formes plus violentes: incendies des établissements européens des villes indigènes, sabotages des voies ferrées, violences contre les policiers indigènes et les non-grévistes, accrochages avec la police, marches massives de protestations (30.000 personnes au Cap), etc... En bref, l'épreuve de force.

Tout le monde, Blancs comme Noirs, sentit que quelque chose de fondamental

était soudain changé. Les masses noires qui depuis des années cherchaient passionnément dans le sang et les larmes une issue, prirent conscience de leur force. Les Blancs prirent peur. Chez les armuriers toutes les armes disponibles disparurent en quelques jours. Devant les Consulats d'Australie et du Canada on vit se former des queues d'Afrikanders désireux d'émigrer vers des cieux plus sereins. Dans toutes les Bourses du monde capitaliste les cours des valeurs sud-africaines- les fameuses "Kaffirs" comme on les appelle en souvenir des Caffres- s'effondrèrent. Le grand patronat industriel de l'Union, très inquiet pour l'avenir économique du pays, intervint efficacement en sous main pour exiger une orientation plus libérale dont il s'était d'ailleurs fait l'avocat depuis déjà longtemps. Cette intervention fut sans doute décisive. Le Gouvernement de Verwoerd céda sur un point capital. Il annonça que "momentanément" les "passes" ne seraient plus exigés.

Cette première victoire vint décupler l'ardeur des Noirs. Le correspondant du N.Y. Times signale, chez beaucoup de Bantous qu'il rencontra, une véritable jubilation silencieuse. Un peu partout des groupes de Noirs se mirent à brûler en public les "passeports".

Les choses en sont là au moment où nous écrivons (2 Avril). On ne sait comment elles tourneront. En tout cas une étape décisive vient d'être franchie. Comme nous le disions au début, tout un peuple s'est levé, prenant activement sa libération en mains. Il a pris confiance en lui, en sa force. Une révolution est amorcée. Le terme n'est pas trop fort. Car il ne s'agit pas de l'action "bolchevik" d'une petite minorité agissante. Certes ces minorités (groupes politiques et syndicats clandestins notamment) ont joué un rôle essentiel dans la coordination de l'action et l'impulsion des mouvements locaux, mais ils n'ont réussi que dans la mesure où ils sont demeurés l'émanation directe de l'ensemble des exploités, et dans la mesure où ces derniers sont eux-mêmes entrés activement en lutte.

DES QUESTIONS QUI NE SONT PAS NOUVELLES

"...Quant à nous, il y a belle lurette que nous avons tiré des enseignements définitifs du rôle qu'ont joué et que jouent les syndicats dans la lutte de classe. Nous n'avons jamais été des "syndicalistes" parce que nous savons qu'il n'y a pas de syndicalisme, mais un mouvement syndical au sein duquel s'opposent les courants exprimant la division économique et politique que le capitalisme entretient au sein du prolétariat. Ce qui compte pour nous, c'est l'action directe des masses contre le patronat et l'Etat capitaliste."

"...Nous n'avons d'ailleurs aucun fétichisme pour une forme quelconque d'organisation des masses. L'expérience du mouvement ouvrier international nous a prouvé que si les syndicats, à cause notamment de leur énorme appareil bureaucratique, jouaient un rôle de frein dans les situations révolutionnaires, les conseils d'usines, comités de milices, etc... pouvaient être corrompus et jouer un rôle guère plus reluisant que les syndicats."

(Extraits de l'Internationale-revue mensuelle de
L'Union Communiste -21/12/38).

3...C'est au travers de cette bataille contre les dirigeants syndicaux qui les mènent ~~à fait~~ ~~à fait~~ que les ouvriers prendront progressivement conscience de tout ce que notre propagande ne peut leur faire assimiler tout de suite....

"... Toute propagande, si juste soit-elle, ne peut convaincre qu'un cercle limité de militants, si elle ne correspond pas à une expérience continue des masses..."

(l'Internationale n° 37 23 Juin 1938)

QUESTIONS ECONOMIQUES ET POLITIQUES

Où en est le Marché Commun? Comment se situe-t-il dans l'évolution du capitalisme international? Quels sont ses effets sur les ouvriers français et étrangers?

I

De temps à autre des ouvriers nous posent des questions sur le Marché Commun. Pour ces ouvriers, le Marché Commun est quelque chose d'assez mystérieux, un ensemble de mécanismes compliqués. Mais ils sentent que c'est quelque chose qui les concerne. Et ils ont raison. Car le Marché Commun marque une nouvelle étape dans le développement du capitalisme d'après-guerre. Pour la France, il marque la "rentrée" du capitalisme Français au sein de la concurrence internationale. Pour le capitalisme international il marque une nouvelle phase dans ses luttes internes et dans ses efforts de coordination. Pour les ouvriers des divers pays, il annonce une nouvelle forme d'exploitation, de nouveaux problèmes, de nouvelles possibilités d'action.

En janvier 1959, dans notre numéro six, nous avons donné un premier aperçu de cet ensemble de questions. Nous nous proposons d'y revenir dans une série d'articles.

Rappelons le principe du Marché Commun.

Les six pays de la "Petite Europe" (Allemagne, France, Italie, Belgique, Hollande, Luxembourg) sont tombés d'accord pour supprimer entre eux, progressivement, les entraves aux échanges représentés par les contingentements et pour abaisser parallèlement les droits de douanes. Alors qu'autrefois par exemple, les importations en France d'automobiles allemandes et italiennes étaient limitées par les contingents à un millier de voitures par an, désormais les importations sont libres ou à peu près. Alors qu'autrefois une voiture allemande valant à la frontière 500.000 Frs payait environ 165.000F de droits de douanes, d'ici quelques années, d'ici quelques années elle n'en payera plus que 50.000.

Ainsi les six formeront peu à peu un seul marché-le marché commun- où les marchandises et les capitaux circuleront à peu près librement.

Aujourd'hui, on n'en est pas encore là. Les droits de douanes restent élevés et la concurrence entre marchandises de nationalité différentes n'est pas encore entrée dans une phase aigue. Par exemple quand la société Lavalette pour répondre aux débrayages de certains de ses ateliers, commande des pièces en Allemagne, cela lui revient très cher en raison des droits de douanes et des frais de transports. Ce n'est qu'une solution de dépannage, une solution de combat qui n'est pas directement le fait du Marché Commun. Pour le moment l'importance du Marché commun provient de ce que les firmes françaises se préparent activement à affronter le marché commun, ce qui se traduit par des modifications souvent très importantes au niveau de la production.

Ces modifications sont de divers ordres. Il y a au sein même des entreprises, une accélération des mesures de rationalisation, de modernisation, d'automatisation. Et cela aussi bien dans les firmes d'automobiles, de métallurgie, que dans les Banques ou les Assurances. Il y a, entre entreprises du même secteur ou de secteurs proches, des accords financiers, techniques, commerciaux qui tendent à une plus grande spécialisation et à une plus grande concentration. Il y a enfin l'intensification de la pénétration de capitaux étrangers et la création d'usines nouvelles.

Ce sont de ces nouvelles modifications dont nous parlerons dans le deuxième article de cette série. Le troisième parlera des luttes inter-capitalistes, et de la cartellisation. Le quatrième des conséquences pour les ouvriers de France et des autres pays.

(A suivre)

ASSURANCES: LE DEVELOPPEMENT DE L'AUTOMATION.

Cet article est extrait du "Bulletin Assurances Générales" N° 25-Mars 1960. Il est consacré à l'installation d'un ordinateur dans cette importante société d'assurances nationalisée. Dans ces entreprises, syndicats et délégués; sans exception, sont du côté des directions; les critiques les concernant expriment donc une situation particulière.

A grand renfort de communiqués de presse, l'ordinateur fait son entrée dans la compagnie, et dans notre vie d'employés.

Pour le faire accepter, tout est employé depuis le patriotisme le plus ambigu (l'ordinateur "français") la gloire de la Compagnie (la plus vieille des sociétés d'assurances) jusqu'à la "fierté" de ceux, directeurs ou employés, qui concourent à la "grandeur" de l'entreprise.

Bien sûr, c'est beau la technique, et une machine si parfaite, oeuvre des hommes, peut paraître un hymne à leur gloire. Mais on nous permettra d'avoir d'autres sentiments que ceux du mécanicien amoureux de sa locomotive. Car cette machine, elle ne nous obéira pas, elle nous commandera et durement, de sa loi de machine, avec une logique absolue, non pas une logique humaine, mais la logique de la société dans laquelle nous vivons.

Dans son écrin d'acajou, de liège, de caoutchouc, à plus d'un demi-milliard d'anciens francs, dans son atmosphère purifiée, tempérée, la merveille d'un milliard obéira servilement aux ordres de quelques directeurs, qui eux-mêmes obéissent tout aussi servilement aux milieux financiers et administratifs qui les ont casés là.

Il est facile de dire comme le font les syndicats et les délégués, que cette machine, comme toutes les autres, pourrait servir à alléger la peine des hommes, nous faire travailler moins, nous apporter plus de bien être, etc... La réalité est tout autre. Aucun syndicat n'a réussi, ni ne propose autre chose que des aménagements de détails. Depuis des années, des dizaines d'années, les techniques les plus modernes sont toujours au service des dirigeants de toutes sortes, qui exploitent notre travail pour maintenir leur domination sur la société. Personne ne peut dire ce qu'il fera demain, ce que ses enfants feront, car ce qu'on a l'air de gagner d'un côté on le perd de l'autre souvent. Et chacun sent au fond une sorte d'impuissance dans le cadre limité de l'entreprise où nous travaillons, chacun sent que cela ne peut changer qu'avec la société où nous vivons. Une société où la machine et la technique seraient au service des hommes, et non au service d'une classe de possédants et de dirigeants.

C'est pour cela qu'il y a un malaise, une inquiétude, une peur: c'est tout qui est en cause, notre salaire, l'intérêt pour le travail, ce que nous avons appris le déclassement, l'incertitude, le licenciement, etc... Chacun pense sans pouvoir répondre: qu'est-ce qu'ils feront de nous? A côté de la peur, il y a la révolte, la colère, mais combien impuissantes:

- de voir des centaines de millions engloutis sans compter, alors qu'ils lésinent depuis des années à donner 1.000 ou 2.000 Frs de plus à employé.
- de voir la pagaïe, le gâchis, et l'incohérence des décisions de la direction alors qu'on nous reproche la moindre erreur dans le travail, au nom de l'intérêt de la compagnie.
- de voir les délégués qui auraient dû nous informer et nous défendre, être maintenant bien casés à l'abri des conséquences de l'automation.
- + de voir les syndicats ne nous parler que des salaires et du coût de la vie, alors que nous affrontons des situations toutes nouvelles.

Chacun essaie de se raccrocher au moindre espoir: l'ordinateur ne marchera pas, ils mettront des années à le faire bien tourner, ils ne sauront pas s'en servir

il y a trop de détails, ils auront toujours besoin de nous. D'autres se gargarisent avec les paroles dorées des syndicats : semaine de 35 heures, retraite avancée, meilleurs salaires, etc... Pour d'autres, " on verra bien, il n'y a qu'à attendre". D'autres enfin comptent sur leurs relations pour se maintenir en place.

Il ne faut pas se faire d'illusions. L'ordinateur a toutes les chances de marcher. Les risques sont bien trop grands pour beaucoup de gens haut placés. La maison Bull joue son prestige et son avenir commercial, et si elle lance des communiqués c'est qu'elle est sûre d'elle. Quelques hauts cadres de la maison Bull jouent leur carrière, leur avenir, leurs ambitions. Quelques employés et cadres moyens jouent leur nouvelle situation. Aujourd'hui la technique est telle que l'on peut mettre au point une telle machine sur le papier, et la faire marcher du premier coup avec 100% de chances. Un ordinateur n'est même pas un prototype d'avion, une fusée, ou une bombe atomique, et ses divers éléments ont fait l'objet d'essais minutieux, les programmes testés, etc....

Au mieux au bout de trois mois d'essai, ça marchera, et alors tous les grands chamboulements commenceront. Au pire, ça durera six mois, un an peut-être. Qu'est-ce que c'est six mois ou un an, en regard de 10, 15, ou 20 ans qu'il reste à tirer à la plupart des employés et cadres, qui ne sont pas déjà maintenant dans le circuit de l'ordinateur.

Et une fois l'ordinateur en place, qu'est-ce qu'il restera à tous, trier des papiers, codifier, vérifier, pointer ! Que pèseront les "relations", les espoirs les "capacités", la connaissance du travail, etc....

Ce n'est pas par hasard si la direction distribue des primes (on parle d'une prime pour l'entrée en service de l'ordinateur). Ce n'est pas par hasard si les syndicats et les délégués nous font miroiter un avenir doré. Tout cela, c'est l'anesthésique qu'on donne au patient pour l'endormir. Aujourd'hui, nous sommes encore un peu les maîtres de la situation, parce que c'est nous qui faisons le travail. Demain nous ne le serons plus. Nous serons les pièces interchangeables des annexes de la machines.

La peur, la révolte, l'inquiétude, la Direction sait que ça peut être maintenant dangereux pour elle. L'avenir doré nous n'y croyons pas sur paroles. Il sera celui que nous nous ferons, et pas celui qu'on nous fera. Nous ne pouvons sans doute pas beaucoup à ce qui se passe maintenant, ici comme ailleurs. Mais nous devons dire toutes ces choses, qui nous aideront à comprendre ce qui se passe et à décider ce que, individuellement, ou tous ensemble, nous ferons dans les formes nouvelles de l'exploitation de notre travail.

Des BULLETINS ILO ont parlé des questions suivantes: la récession- les luttes en Angleterre- le Marché Commun- la Galilée et Florence- La grève aux Acieries de Pompey- La grève des typos en Hollande- les événements d'Algérie- le patronat français

Des cahiers ILO ont étudié d'une manière plus approfondie : Les mesures De Gaulle-Pinay- les grèves du Borinage- deux grèves anglaises- la coexistence pacifique-

Un Cahier imprimé est en préparation sur la situation française actuelle. Tous ces documents peuvent être envoyés à tout camarade qui en fait la demande.

IMPRIMERIE " DEL DUCA "
(Maisons-Alfort).

Pour obtenir 20 Frs de l'heure, les travailleurs de cette imprimerie avaient fait la grève des heures supplémentaires. Ils avaient réussi à pousser le syndicat à une réunion de délégués des imprimeries les plus importantes de la région parisienne en vue d'une généralisation de la lutte. Mais par des pourparlers directs avec la Direction Del Duca, les chefs du syndicat avaient réussi à briser le mouvement avec une augmentation de 10 Frs de l'heure.

Parmi les arguments du syndicat: " les travailleurs des autres imprimeries ont donné leur accord". La situation redevenue normale on s'est aperçu que les délégués avaient dit la même chose dans chacune des imprimeries, et qu'en réalité les travailleurs n'avaient été consultés nulle part.

Malgré toutes ces manoeuvres, il reste un climat de lutte. Qui n'est pas sans inquiéter les uns et les autres. Voici ce qu'on a trouvé ces jours derniers dans les panneaux syndicaux, affiché par la Direction :

Extrait de l'Echo de la Presse et de la Publicité (nouvelles rapides)
"JOURS DE FRANCE" CHANGERA-T-IL d'IMPRIMEUR? L'hebdomadaire de M. Dassault "Jours de France" actuellement tiré chez Lang, envisage de changer d'imprimeur et d'aller chez Del Duca à Maisons-Alfort. Un devis lui a été fourni il y a une dizaine de jours, étudié actuellement par les services techniques de "Jours de France".

Selon certaines informations, les prix consentis par l'imprimerie Del Duca seraient très inférieurs à ceux qui sont pratiqués par Lang, en raison du fait notamment qu'on n'y travaille pas à temps complet, ce qui permettrait la fabrication de "Jours de France" (ou de tout autre hebdomadaire) dans les heures creuses.

Toutefois, M. Dassault hésiterait à confier son journal à Maisons-Alfort, sur la foi de bruits qui lui ont été rapportés et selon lesquels le "climat" de l'imprimerie ne serait pas des meilleurs. Selon ces mêmes bruits, que nous accueillons avec les réserves d'usage, plusieurs mouvements de grève n'auraient été évités de justesse que grâce à l'intervention personnelle de M. Del Duca.

Commentaire au Personnel N° 26/60: La Direction Générale soucieuse de procurer du travail au personnel avait, à l'effet d'obtenir le marché de "Jours de France" proposé un devis ne laissant que peu de marges bénéficiaires, elle prenait un risque, mais elle avait à l'esprit qu'en maintenant l'activité de l'entreprise elle maintenait en même temps le salaire à temps complet du personnel.

Or, le mouvement auquel s'est livré le personnel de l'atelier des rotatives, au mois de janvier, a eu pour effet de faire naître un doute dans le monde des éditeurs et si à cet égard, la position de "Jours de France" est connue, il est aussi à craindre que d'autres clients déjà contactés, ne montrent les mêmes réticences et s'abstiennent de nous fournir du travail.

Ainsi le mouvement déclenché au mépris des dispositions contenues dans la convention collective et sans l'accord de la centrale syndicale du livre, prive l'ensemble du personnel d'un maintien de salaire à temps complet.

La Direction supporte sur le plan de l'exploitation le même préjudice, et se trouve atteinte moralement et pécuniairement, n'ayant plus la confiance des donneurs d'ouvrage.

Aussi, elle informe le personnel qu'elle sera amenée, si de tels événements devaient se renouveler dans de semblables conditions, c'est-à-dire en violation des dispositions de la convention collective à prendre toutes les mesures de droit dont elle dispose pour maintenir le bon fonctionnement de l'entreprise. "

Quand ils ont lu cela, les travailleurs se grattent la tête car ils ont toujours travaillé à temps complet, 48 heures, le samedi soir, etc... et se demandent où se trouvent les heures creuses où Del Duca aurait pu caser la fabrication de "Jours de France".

Ce qu'ils comprennent bien c'est que la Direction menace de sévir contre toute grève qui éclaterait " en violation des dispositions de la convention collective et sans l'accord du syndicat du livre ". Nous voilà prévenus. Si nous nous défendons contre Del Duca, nous aurons contre nous le patron et le syndicat.

NOTES DE LECTURE

LE CONFLIT DU SIECLE

Capitalisme et Socialisme à l'épreuve de l'Histoire

Fritz Sternberg - Editions du Seuil.
(I vol. 670 pages).

Ne pouvant lire que fort peu de périodiques, je n'ai connaissance que de deux "critiques" de l'ouvrage de Sternberg, en fait deux présentations louangeuses, mais des plus quelconques.

Or si ce gros bouquin vaut certes d'être recommandé, il appelle par contre de sévères critiques. C'est d'accord, vieux et jeunes militants doivent le lire, et même se faire violence pour trouver le temps d'absorber ses 670 pages; les vieux camarades y puiseront de quoi faire une nouvelle fois le point pour mieux rester dans la course, les jeunes apprendront comment et pourquoi le présent est tel qu'ils le vivent.

Ce livre est davantage de l'histoire que de l'analyse théorique, aussi se lit-il facilement, si facilement et si agréablement- je risque le mot- que c est avec plaisir que j'ai avalé les premiers chapitres. Mais comme on ne peut lire 670 pages en quelques soirées, j'ai eu le temps de réfléchir entre les étapes.... et je me suis rendu compte que l'essentiel de l'ouvrage n'était qu'un adroit plaidoyer en faveur de la social-démocratie.

J'ai d'abord été assez surpris par l'appréciation du mouvement révolutionnaire avant 1914 et pendant la guerre 14-18, puis encore plus étonné de la "minimisation" de la vague révolutionnaire qui déferle sur l'Europe de 1917 à 1923. Sternberg amène si bien son cours que j'ai pu douter un moment de mes propres souvenirs, ou, pour être plus précis, douter de la valeur objective de ceux-ci. J'ai en effet vécu la période de 1910-1924 dans la banlieue parisienne, en gamin qui devient homme et qui est plongé en plein milieu militant, bref tout ce qu'il faut pour s'imaginer que c'est partout pareil.

Mais je le regrette pour Sternberg, rien par la suite n'est venu infirmer l'appréciation que je conserve de ce que fut le mouvement révolutionnaire de cette grande période. Et ce qui me rassure, c'est que des militants comme Monatte, Rosmer, Bonêt et bien d'autres, qui eux, étaient alors en pleine maturité, ont de cette époque (guerre et après-guerre) la même interprétation.

Les faits sont les faits, que diable. Or, notre Sternberg ou les escamote ou les minimise, pour blanchir, autant que faire se peut, la social-démocratie. C'est ainsi qu'il affirme (p. 227):

"qu'on ne peut appeler révolution le mouvement qui s'est produit en Allemagne, en 1918".

Ce qui lui permet de passer sous silence le rôle ^{des} Ebert, Scheideman, Noske et Cie, chiens de garde du régime capitaliste. Les sociaux-démocrates allemands eurent pourtant le triste privilège de non seulement trahir en 1914 comme leurs compères de Belgique, de France et d'Angleterre, mais aussi de diriger la répression contre le mouvement révolutionnaire des ouvriers allemands. Je ne doute pas qu'il se trouvera quelque camarade allemand pour dire son fait à Sternberg, en retraçant mieux que je ne pourrais le faire, la lutte du prolétariat allemand entre 1917 et 1923.

Quant aux combats des ouvriers des autres pays d'Europe, nous avons vécu trop longtemps et intimement, avec des camarades émigrés, pour nous laisser prendre aux arguties de Sternberg. Notre ex Union Communiste (1934-1935) comprenait en effet des représentants de toutes les émigrations d'Europe Centrale et Balkanique (notamment hongrois et italiens) et nous avons pu connaître par des témoignages vécus tous les événements révolutionnaires de l'époque 1917-1923. Si donc je me permets d'accuser Sternberg d'arranger l'Histoire, c'est en toute certitude. Il n'est d'ailleurs que de lire la nombreuse littérature que tous ces événements ont inspiré pour se faire une idée de la version de Sternberg.

L'auteur ne manque pas non plus de rejeter sur les bolcheviks toute la responsabilité de la division et des échecs ouvriers entre les deux guerres. Il y a un peu d'abus! Qu'on lise donc par exemple, un Monatte, anti-bolchevik de toujours (malgré son court passage au P.C.) et on comprendra. Scrupuleusement honnête, Monatte en effet, dans ses souvenirs, place les responsabilités où il faut, et rectifie même des légendes comme celle de la scission syndicale en France. La division ouvrière, les scissions, c'est tout simplement la trahison des sociaux-démocrates et des réformistes qui en est à l'origine. Seul, l'état de guerre qui permettait de baillonner toute opposition, empêcha que de nouvelles organisations se créent rapidement.

Vers la fin de son livre, Sternberg consacre quelques pages à enseigner le travaillisme anglais:

" Ce fut là un événement d'importance mondiale. Le programme tra-
" vailliste paraissait symptomatique de la direction prise par l'é-
" volution des pays capitalistes européens, ainsi que par le mouvement
" ouvrier européen pendant la deuxième guerre mondiale. Il consti-
" tuait l'aboutissement de trente ans de réflexions et d'échecs so-

"cialistes . Avant la première guerre mondiale, aucun parti
"socialiste démocratique n'avait encore de conceptions nettes :
"sur le passage du capitalisme au socialisme".

"... la réalisation intégrale du programme travailliste de
"1945 aurait constitué un grand pas vers la socialisation
"complète de l'économie anglaise, palier à partir duquel
"d'autres étapes sur la même voie auraient sans doute été
"franchies plus aisément " (p.628-629).

Si même on n'avait pas compris avant d'arriver à ces pages, on est alors fixé par cette profession de foi réformiste. On sait quelles lunettes il faut prendre pour lire ce volumineux bouquin, bourré toutefois d'un tas de choses excellentes.

Parmi ces dernières il faut notamment signaler tout ce qui a trait aux répercussions de l'expansion capitaliste sur les objectifs des luttes ouvrières. Bonne matière à discussion.

Comme j'ai eu l'occasion de le dire dans ma critique de "La Coexistence Pacifique" de F.Perroux, Sternberg fait lui aussi grand cas de la diminution relative du nombre de travailleurs industriels par rapport à l'accroissement des classes moyennes. Mais, si l'on s'en réfère justement aux statistiques et graphiques fournis par l'auteur, on s'aperçoit que c'est seulement de l'accroissement des employés et fonctionnaires qu'il s'agit. Ces catégories de salariés peuvent-elles être si facilement considérées comme classes moyennes? C'est très discutable et c'est pourquoi j'ai serré d'un peu plus près la question à propos de Perroux. J'ai insisté sur le fait que de plus en plus ces catégories dont le développement date des débuts de la rationalisation dans l'industrie et plus généralement s'est affirmé parallèlement au processus de concentration, sont en voie de prolétarianisation et cela depuis même leur apparition en tant que catégories nouvelles.

D'ailleurs, je pense que le groupe trouvera bien l'occasion de mettre au clair ce qu'est devenue peu à peu la notion marxiste du prolétaire, en fonction de l'évolution du capitalisme vers des structures se rapprochant de plus en plus du capitalisme d'Etat, et tout bonnement même en fonction des modifications que l'évolution de la technique a imposé aux structures des entreprises industrielles modernes.

Une autre remarque très liée à celle des "classes moyennes": Sternberg nous parle de l'embourgeoisement du prolétariat à la suite de l'élévation du niveau de vie qui succéda à la grande misère de l'époque de l'accumulation primitive, et il en tire des conclusions très discutables.

Cette question du niveau de vie est d'ailleurs tout à fait relative. Nous nous en rendons compte par la remise en question permanente de la notion du "salaire vital" en fonction des nouveaux besoins. En tout cas ce n'est certainement pas le niveau de vie qui peut servir de base pour l'étude des catégories sociales, mais essentiellement les conditions de travail.

Comme on le voit, les camarades qui s'attaqueront au bouquin de Sternberg trouveront une importante matière à réflexion et discussion dans cette intéressante histoire du capitalisme. Il reste que c'est surtout cette histoire qui fait la valeur de l'ouvrage .